



CHAPITRE 38

CHAPTER 38

Loi concernant l'acquisition de certains
territoires forestiers

An Act respecting the acquisition of cer-
tain forest lands

[Sanctionnée le 19 décembre 1951]

[Assented to, the 19th of December, 1951]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consen-
tement du Conseil législatif et de
l'Assemblée législative de Québec, dé-
crète ce qui suit:

HIS MAJESTY, with the advice and
consent of the Legislative Council
and of the Legislative Assembly of Que-
bec, enacts as follows:

Acquisi-
tions au-
torisées.

1. Le lieutenant-gouverneur en con-
seil peut autoriser le ministre des terres
et forêts à acquérir, de gré à gré, par
échange ou par expropriation, dans les
districts électoraux de Rimouski et
Saguenay, tout territoire détenu ou
l'ayant été à titre de seigneurie ou toute
partie d'un tel territoire qu'il juge
constituer une entrave ou un obstacle
sérieux au progrès agricole ou industriel
de ces régions.

1. The Lieutenant - Governor in Acquisi-
Council may authorize the Minister of tions au-
Lands and Forests to acquire by mutual thorized.
agreement by exchange or by expro-
priation, in the electoral districts of
Rimouski and Saguenay, any territory
then or formerly held as a seigniorie or
any portion of such territory which he
deems to be a serious hindrance or
obstacle to the agricultural or indus-
trial progress of such regions.

Expro-
priation.

2. S'il y a expropriation, celle-ci est
soumise aux dispositions qui suivent.

2. In the case of expropriation, the Expro-
same shall be subject to the following priation.
provisions.

Avis.

3. Le procureur général fait signifier
à l'exproprié un avis contenant:

3. The Attorney-General shall cause Notice.
to be served upon the party expropriated
a notice containing:

a) une désignation du territoire ou de
la partie du territoire que le gouverne-
ment veut acquérir;

a. a designation of the territory or
portion thereof which the government
wishes to acquire;

b) une mention de l'indemnité offerte;

b. a declaration of the indemnity of-
fered;

c) une notification à l'effet qu'il s'adressera à la Cour supérieure pour faire fixer l'indemnité, si l'offre n'est pas acceptée dans les dix jours de la signification de l'avis, et l'indication du lieu où cette demande sera faite.

Plan, etc.

Il doit être annexé à l'avis un plan et une description du territoire ou de la partie du territoire, signé par un arpenteur, ainsi qu'une évaluation.

Signification.

Cet avis est signifié comme un bref d'assignation.

Avis si l'offre est refusée.

4. Si l'offre n'est pas acceptée, l'avis est, à l'expiration du délai, produit au greffe de la Cour supérieure du district où se trouve le territoire exproprié en la manière prescrite pour le rapport d'un bref.

Introduction d'instance.

L'avis ainsi produit est introductif d'instance. Si l'exproprié ne comparaît pas, il peut être procédé par défaut.

Arbitrage.

5. Le juge saisi de l'instance en expropriation doit, sur motion, référer le dossier, pour la fixation de l'indemnité, à des arbitres nommés de la façon suivante: un par le lieutenant-gouverneur en conseil, un autre par l'exproprié et le troisième par les deux précédents.

Idem.

A défaut d'entente entre ces derniers, le troisième arbitre est nommé par le magistrat de district en chef de la province, à la demande du procureur général ou de l'exproprié.

Remplacement d'arbitre.

6. Si, avant le prononcé de la sentence, l'un des arbitres décède ou devient inhabile à agir ou refuse ou néglige d'agir pendant une période de vingt jours consécutifs, un successeur lui est nommé en observant les prescriptions de l'article 5 relatives à la nomination des arbitres, de façon qu'il y ait toujours en fonctions un arbitre nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, un autre par l'exproprié et un troisième par les deux précédents ou, à leur défaut,

c. a notification to the effect that he will apply to the Superior Court to fix the indemnity, if his offer be not accepted within ten days from the service of such notice, and an indication of the place where the application will be made.

Plan, etc.

There must be attached to the notice a plan and a description of the territory or portion thereof, signed by a surveyor, as well as an evaluation.

Such notice is served as in the case of a writ of summons.

4. If the offer is not accepted, the notice, at the expiration of the delay, is filed in the office of the Superior Court of the district where the expropriated territory is situated in the manner prescribed for the return of a writ.

Notice if offer refused.

The notice so filed shall be introductory of suit. If the party being expropriated does not appear, he may be proceeded against by default.

Introduction of suit.

5. The judge sitting in the expropriation proceedings shall, on motion, refer the record, for the fixing of the indemnity, to arbitrators appointed in the following manner: one by the Lieutenant-Governor in Council, another by the expropriated party and the third by the other two.

Arbitration.

If the latter fail to agree, the third arbitrator shall be appointed by the Chief District Magistrate of the Province, at the request of the Attorney-General or of the expropriated party.

Idem.

6. If before the award is rendered, one of the arbitrators dies, or becomes unable or refuses or neglects to act, for a period of twenty consecutive days, a successor shall be appointed according to the provisions of section 5 relating to the appointment of arbitrators, so that there shall always be in office one arbitrator appointed by the Lieutenant-Governor in Council, another by the party expropriated, and a third by the other two or, on their default, by the

Replacement of arbitrator.

par le magistrat de district en chef de la province.

Arbitre
nommé
par juge.

Lorsque l'une des parties ne nomme pas son nouvel arbitre dans un délai de quinze jours de la réception d'un avis à cet effet, donné par l'autre partie, le magistrat de district en chef de la province le nomme, à la demande de cette dernière.

Chief District Magistrate of the Province.

When one of the parties does not appoint a new arbitrator within a delay of fifteen days of receipt of a notice to that effect given by the other party, the Chief District Magistrate of the Province shall appoint him, upon the request of the other party.

Arbitrator
appointed
by judge.

Secré-
taire.

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme une personne pour agir comme secrétaire des arbitres.

Avances.

Le ministre des finances de la province est autorisé à faire aux arbitres et au secrétaire les avances d'émoluments et de déboursés qu'il juge opportunes, sauf recouvrement, s'il y a lieu, suivant l'adjudication, comme tous autres frais de l'instance.

7. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a person to act as secretary of the arbitrators.

The Minister of Finance of the Province may make to the arbitrators and the secretary such advance of remuneration and disbursements as he deems expedient, subject to recovery, if these be occasion pursuant to award, like the other costs of the proceedings.

Secretary.

Advances.

Procé-
dure.

8. La procédure d'assignation des témoins et de l'instruction est la même que dans une cause ordinaire devant la Cour supérieure et les arbitres ont, à cet égard, tous les pouvoirs que le tribunal et le juge possèdent.

Pouvoirs
du secré-
taire.

Le secrétaire peut signer l'ordonnance d'assignation des témoins et en certifier toute copie.

8. The procedure for the summoning of witnesses and for the trial shall be the same as in ordinary cases before the Superior Court and the arbitrators shall have, for such purpose, all the powers of the court or of the judge.

The secretary may sign the order summoning witnesses and certify any copy thereof.

Proce-
dure.

Powers of
secretary.

Obtention
de rensei-
gnements.

9. Les arbitres peuvent entendre les parties et leurs témoins, visiter les lieux et en général se procurer tous les renseignements qui leur sont utiles pour déterminer l'indemnité payable à l'exproprié.

9. The arbitrators may hear the parties and their witnesses, visit the premises, and gather all information that may be useful to determine the indemnity payable to the party expropriated.

Obtaining
informa-
tion.

Audience.

10. Les arbitres procèdent aux dates et lieux qu'ils ont fixés et dont ils ont donné un avis d'au moins quinze jours aux parties intéressées, et rendent une sentence fixant l'indemnité payable à l'exproprié.

10. The arbitrators shall proceed on the dates and at the places they have fixed and of which they have given at least fifteen days' notice to the interested parties and shall render a decision fixing the indemnity payable to the expropriated party.

Hearing.

Décisions.

Au cas de divergence d'opinion entre les arbitres, la décision de la majorité prévaut.

In the event of a difference of opinion among the arbitrators, the decision of the majority shall prevail.

Decisions.

Défaut de
forme.

11. Aucun défaut de forme ne rend la sentence arbitrale nulle.

11. No defect of form shall render the arbitration award void.

Defect of
form.

Sentence
trans-
mise.

12. Dans les huit jours du prononcé de la sentence arbitrale, le secrétaire des arbitres en transmet une copie authentique au protonotaire de la Cour supérieure du district où est situé le territoire exproprié.

12. Within eight days of the rendering of the arbitration decision, the secretary of the arbitrators shall forward an authentic copy thereof to the prothonotary of the Superior Court for the district where the expropriated territory is situated.

Decision
forward-
ed.Homolo-
gation.

Cette sentence est homologuée par la Cour supérieure sur requête d'une des parties intéressées.

Such decision shall be homologated by the Superior Court upon a petition by one of the parties interested.

Homolo-
gation.

Revision.

13. La sentence des arbitres et son homologation peuvent être révisées, sur appel formé en la manière prévue au Code de procédure civile, par la Cour du banc du roi, dont la décision est définitive.

13. The decision of the arbitrators and its homologation may be revised, upon an appeal brought in the manner contemplated in the Code of Civil Procedure, by the Court of the King's Bench whose decision shall be final.

Revision.

Indem-
nité.

L'indemnité fixée par les arbitres ou, au cas de revision, par la Cour du banc du roi est la seule qui puisse être exigée par l'exproprié et celui-ci n'a droit à aucune somme ou compensation excédant le montant de cette indemnité.

The indemnity fixed by the arbitrators or, in case of revision, by the Court of King's Bench, is the only one exigible by the expropriated party and the latter is entitled to no sum or compensation exceeding the amount of such indemnity.

Indem-
nity.Dépôt par
le procu-
reur
général.

14. Le procureur général peut, en donnant ou après avoir donné l'avis prévu par l'article 3 de la présente loi, déposer au bureau de la division d'enregistrement où est situé le territoire exproprié le plan, la description et l'évaluation prévue par ledit article 3, avec un certificat du ministre des finances de la province attestant qu'il paiera, à même le fonds consolidé du revenu, sur signification du jugement, le montant qui sera adjugé comme indemnité pour l'expropriation.

14. The Attorney - General may, when giving or after having given the notice contemplated by section 3 of this act, deposit in the office of the registration division where the expropriated territory is situated the plan, description and valuation contemplated by the said section 3, with a certificate from the Minister of Finance of the Province attesting that he will pay, out of the consolidated revenue fund, upon service of the judgment, the amount awarded as an indemnity for the expropriation.

Deposit
by
Attorney-
General.Trans-
port.

Le dépôt de ces pièces au bureau d'enregistrement transporte au gouvernement de la province, comme propriétaire absolu, le territoire exproprié, libre de toute charge autre que l'obligation de payer l'indemnité qui pourra être adjugée et sur laquelle seuls les droits réels affectant ce territoire pourront être exercés et seront conservés.

The deposit of such documents in the registry office shall transfer to the government of the Province, in absolute ownership, the territory expropriated, free of all charges other than the obligation to pay the indemnity which may be awarded and against which alone all real rights affecting such territory may be exercised and shall be preserved.

Transfer.

Prise de
posses-
sion.

A compter de ce dépôt, le gouvernement de la province peut prendre pos-

From and after the date of such deposit the government of the Province

Taking
posses-
sion.

session de ce territoire et, en cas de résistance, exercer tous les recours de droit pour la faire cesser.

Avis. Avis du dépôt de ces pièces doit être donné à l'exproprié; cet avis est signifié comme un bref d'assignation, selon les règles du Code de procédure civile.

Émoluments. 15. Les émoluments des arbitres et du secrétaire sont fixés par le magistrat de district en chef et entrent en taxe, avec leurs déboursés, pour faire partie des frais de l'instance en expropriation.

Exécution. 16. Le gouvernement exécute valablement la sentence arbitrale ou, suivant le cas, le jugement final fixant l'indemnité et s'acquitte envers l'exproprié en déposant au greffe de la Cour supérieure du district où est situé le territoire exproprié un certificat signé par le ministre des finances de la province comportant que celui-ci tient à la disposition de la cour le montant de l'indemnité déterminé par cette sentence ou ce jugement.

Adjudication. 17. Après le dépôt du certificat prévu par l'article 16, le protonotaire doit adjuger le montant de l'indemnité conformément à l'article 793 du Code de procédure civile dans les cas visés par ledit article, ou, dans les autres cas, préparer un ordre de collocation ou de distribution conformément aux articles 794 et suivants dudit code.

Certificat. A cette fin, le procureur général procure au protonotaire un certificat conforme à l'article 771 du Code de procédure civile.

Dispositions applicables. Les dispositions des articles 772 à 777 et 790 à 831 du Code de procédure civile régissent, *mutatis mutandis*, les procédures subséquentes au dépôt du certi-

may take possession of such territory and, in case of resistance, use all legal means to overcome it.

Notice. Notice of the deposit of such documents must be given to the party expropriated; such notice shall be served in the same manner as a writ of summons, according to the rules of the Code of Civil Procedure.

Remuneration. 15. The remuneration of the arbitrators and the secretary shall be fixed by the Chief District Magistrate and shall be taxed, with their disbursements, and shall form part of the costs of the expropriation proceedings.

Execution. 16. The government validly complies with the arbitration award or, as the case may be, the final judgment fixing the indemnity and acquits itself towards the party expropriated by depositing, in the office of the Superior Court for the district where the expropriated territory is situated, a certificate signed by the Minister of Finance of the Province to the effect that the latter holds at the disposal of the court the amount of the indemnity fixed by such award or judgment.

Adjudication. 17. After the deposit of the certificate contemplated by section 16, the prothonotary shall adjudge the amount of the indemnity pursuant to article 793 of the Code of Civil Procedure in cases contemplated by that article, or in other cases, prepare an order of collocation or distribution pursuant to articles 794 and following of the said Code.

For such purpose, the Attorney-General shall furnish the prothonotary with a certificate conforming to article 771 of the Code of Civil Procedure.

The provisions of articles 772 to 777 and 790 to 831 of the Code of Civil Procedure shall, *mutatis mutandis*, govern the proceedings subsequent to the

fiat du ministre des finances visé par l'article 16.

Créances. Les créances hypothécaires et privilégiées contre le territoire exproprié sont conservées sur le montant de l'indemnité fixée pour l'expropriation et sont colloquées suivant leur rang respectif, en la manière prescrite au Code civil.

Idem. La créance de toute personne, société ou corporation qui était, au moment de l'expropriation, propriétaire du territoire exproprié, est assimilée, pour les fins du présent article, à la créance du vendeur d'un immeuble.

Païement de l'indemnité. 18. Dans les quinze jours qui suivent l'homologation de l'ordre de collocation ou de distribution, le ministre des finances de la province paie l'indemnité à qui de droit, selon le jugement de distribution.

Fonds consolidé du revenu. 19. Les avances prévues par l'article 7 et les autres dépenses occasionnées au gouvernement par l'application de la présente loi sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

Entrée en vigueur. 20. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

deposit of the Minister of Finance certificate contemplated by section 16.

The hypothecary and privileged claims against the expropriated territory and property are preserved against the amount of the indemnity fixed for the expropriation and shall be collocated in accordance with their respective rank in the manner prescribed in the Civil Code.

The claim of any person, association or corporation which was, at the time of the expropriation, proprietor of the territory and property expropriated, shall be assimilated, for the purposes of this section, to the claim of the vendor of an immoveable.

18. Within fifteen days following the final judgment rendered by the order of distribution or collocation, the Minister of Finance of the Province shall pay the indemnity to whomsoever is entitled thereto, according to the judgment of distribution.

19. The advances provided by section 7 and the other costs incurred by the government through the application of this act shall be paid out of the consolidated revenue fund.

20. This act shall come into force on the day of its sanction.

Claims.

Idem.

Payment of indemnity.

Consolidated revenue fund.

Coming into force.